

Harlem Désir à l'ONU pour réclamer la censure mondiale de l'Internet, tandis que BHL veut y sacrifier Israël

23 janvier 2015



L'ex-patron de SOS Racisme reconverti en pâle politicien socialiste s'est trouvé un nouvel hochet en tant que secrétaire d'État français aux Affaires européennes. Hier, il a pris la parole lors d'une session spéciale de l'assemblée générale de l'ONU consacrée... à l'antisémitisme. Harlem Désir est venu y plaider en faveur d'un « nouveau cadre juridique » permettant la censure mondiale d'Internet.

Forcé de constater « qu'il y a aujourd'hui de nouvelles formes de propagande qui utilisent les réseaux sociaux », perturbant ainsi quelque peu la propagande universelle des promoteurs du nouvel ordre mondial, Harlem Désir a lancé cet appel à la censure : « Il faut répondre mais aussi limiter la diffusion de ces messages ». Quelques jours après avoir défilé au sein d'une « marche républicaine » réclamant la « liberté d'expression » pour un journal ordurier, scatophile et blasphématoire, l'envoyé du gouvernement français à l'ONU tient un discours inverse destiné à museler les dissidents : « Nous devons lancer un appel et aussi mettre en place un cadre juridique pour que les plateformes Internet qui gèrent les réseaux sociaux aient une attitude responsable ».

Dans une démarche digne de Big Brother, Harlem Désir a souhaité la mise en place d'une conférence internationale afin de « lutter contre une sphère mondiale délocalisée ».

La France et l'Union européenne planchent en ce moment sur une réforme des législations contre le racisme et l'antisémitisme afin de faciliter la persécution des sites Internet qui maintiennent des poches de résistance au milieu de la pensée unique.

Michael Roth, ministre d'État allemand, a lui-aussi appelé à une initiative en ce sens « au niveau international », rappelant les propos de [l'UEJF à propos de la « nécessité d'une gouvernance mondiale »](#) pour réguler Internet.

Dans la foulée, [Harlem Désir, dont le nom est repris sur le site sioniste terredisrael.com dans la liste des « juifs de François Hollande »](#), a encore lancé : « Sans les juifs d'Europe, l'Europe ne serait plus l'Europe ».

Autre intervenant inévitable dans un tel contexte, Bernard-Henri Lévy a pris la parole pour effrayer les participants à propos du retour des « spectres » de l'antisémitisme et du terrorisme et... « réhabiliter » Israël.

« Votre assemblée avait la sainte tâche de conjurer le réveil de ces spectres. Mais non, les spectres sont de retour, et c'est pour cela que nous sommes ici », a-t-il déclaré, confirmant qu'à ses yeux, le sacré c'est Israël.

BHL a brossé une description confuse du « nouvel antisémitisme », permettant d'y inclure en vue de les interdire toutes les critiques à l'égard d'Israël ou du judaïsme.

Dans un message vidéo, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a affirmé que les Nations unies avaient « pour devoir de lutter contre l'antisémitisme si elles voulaient rester fidèles à leur idéal et à leur principe fondateur ».

À l'issue de la session, qui n'a débouché sur aucune décision, une quarantaine de pays ont publié une déclaration commune qui invite les 193 pays membres de l'ONU à prendre des mesures législatives et éducatives dont la nomination de « responsables gouvernementaux » chargés de ce dossier.

L'avenir s'annonce sombre. Qui va définir ce qui est « antisémite » ? Utiliser le mot « juif » dans un écrit ou un propos autre que laudateur sera-t-il tout simplement interdit ? Voilà qui rappelle le *De Flato* de Cicéron à propos de « ces gens qu'il m'est interdit de nommer ».

Décidément, l'affaire Charlie Hebdo n'a pas fini d'entraîner des conséquences bien opportunes pour les promoteurs de la police de la pensée.

[Pierre-Alain Depauw](#)